



Conseil économique et social

Distr. limitée
20 novembre 2000
Français
Original: anglais

Pour information

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Première session ordinaire de 2001

22-26 et 29 janvier 2001

Point 4 de l'ordre du jour provisoire*

Note de pays**

République arabe syrienne

Résumé

La Directrice générale présente ci-après le programme de coopération avec la République arabe syrienne pour la période allant de 2002 à 2006.

La situation des enfants et des femmes

1. Au cours des 10 dernières années, la République arabe syrienne a accompli des progrès considérables dans le domaine du développement social. Elle compte une population de 15,7 millions d'habitants et dispose d'un produit national brut par habitant de 970 dollars. Les taux de mortalité infantile et de mortalité des enfants de moins de 5 ans, estimés respectivement à 34 et 42 pour 1 000 naissances vivantes en 1990, étaient tombés à 25 et 30 pour 1 000 naissances vivantes respectivement en 1999. Grâce à une couverture vaccinale élevée, le pays est certifié exempt de la poliomyélite : aucun cas n'a été signalé depuis 1995. Selon l'enquête en grappes à indicateur multiple (MICS 2000), l'enseignement primaire est obligatoire et le taux net de scolarisation est élevé : 98 % pour les filles et 99 % pour les garçons.

2. Toutefois, les résultats obtenus sont de qualité inégale et des disparités géographiques persistent. Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est plus élevé d'un tiers dans les campagnes que dans les villes. Les régions rurales du nord et du

* E/ICEF/2001/2.

** Un additif à la présente note, qui contiendra la recommandation finale concernant le programme, sera soumis au Conseil d'administration pour approbation à sa deuxième session ordinaire de 2001.

nord-est (cinq gouvernorats représentant plus de la moitié de la population totale du pays) accusent un retard pour certains indicateurs sociaux. Des études ont montré que dans ces régions, jusqu'à 19 % des enfants présentaient une insuffisance pondérale et 26 % souffrent d'un retard de croissance, contre 13 et 21 % respectivement pour l'ensemble du pays. Moins du quart des centres de santé publique du pays se trouvent dans ces régions. L'accès aux services de santé est inférieur de moitié environ à ce qu'il est dans les autres gouvernorats, d'un tiers dans les campagnes par rapport aux villes. Les taux de mortalité maternelle sont plus élevés que dans certains autres pays de la région.

3. Les principales causes de mortalité infantile et postinfantile sont les suivantes : naissances prématurées, conditions d'accouchement, malformations congénitales (souvent liées à la consanguinité ou à l'administration de certains médicaments pendant la grossesse), septicémie, maladies diarrhéiques et infections respiratoires aiguës. Ces constatations font ressortir la nécessité d'améliorer les services de santé infantile et maternelle. On ne dispose que de peu d'informations sur les questions relatives à la santé des adolescents, et notamment sur le VIH/sida.

4. Une étude réalisée par le Ministère de la santé et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur les centres de santé du pays a établi que la qualité et la gamme des services offerts étaient très limitées, tout particulièrement en matière de santé maternelle. Les statistiques nationales indiquent que seuls 67 % des accouchements se déroulent avec l'assistance d'un agent sanitaire qualifié. Il est aussi nécessaire d'améliorer les soins au foyer et d'offrir un meilleur environnement aux jeunes enfants. Seulement 17 % des mères du nord du pays soignent leurs enfants souffrant de diarrhée de façon correcte, en leur administrant un traitement de réhydratation orale. Selon une enquête effectuée en 1997, malgré la mise en oeuvre d'un programme national d'iodation du sel en 1993 afin de lutter contre la forte incidence du goitre chez les enfants, 40 % seulement des ménages consommaient du sel iodé.

5. Les taux d'abandon scolaire dans l'enseignement primaire sont plus élevés chez les filles dans le nord et le nord-est du pays. En 1997, à titre d'exemple, les taux d'abandon étaient de 53 % pour les filles et de 17 % pour les garçons dans le district d'Al Qusra, situé dans le gouvernorat de Deir Ezzour, dans le nord-est du pays. La qualité et la pertinence de l'enseignement primaire sont d'autres problèmes que le système éducatif doit résoudre. L'enseignement en classe est axé sur l'apprentissage par coeur, et les programmes scolaires n'insistent pas sur les connaissances théoriques et pratiques nécessaires à la vie courante. Beaucoup d'écoles primaires manquent de manuels et de matériel didactique.

6. Une enquête nationale réalisée en 1998 a établi que 0,3 % des enfants de moins de 12 ans, 7 % des enfants âgés de 12 à 14 ans et 19 % des enfants âgés de 15 à 17 ans travaillent. Avant de passer en jugement, les enfants peuvent rester un an ou plus en détention, souvent au contact de délinquants adultes. Il existe peu de liens réels entre les structures judiciaires, répressives et sociales. Conscient du problème, le Gouvernement a entrepris une réforme du système de justice des enfants et s'est engagé à vérifier la conformité de la législation nationale avec la Convention relative aux droits de l'enfant et à améliorer le suivi de la mise en oeuvre de la Convention.

Enseignements tirés de la coopération passée

7. Bien que le pays ait été certifié exempt de la poliomyélite, on n'a pas assez prêté attention aux filières verticales et aux problèmes de qualité dans les services de santé, ni aux aspects de la santé des enfants relatifs à la prévention et aux soins au foyer. L'adoption en 1999 par le Ministère de la santé de l'initiative de prise en charge intégrée des maladies de l'enfant, qui bénéficie de l'aide de l'OMS et de l'UNICEF, a constitué un pas dans la bonne direction. Quelque 200 séminaires de sensibilisation à l'infection par le VIH et au sida ont été organisés à l'intention de jeunes et de professionnels de la santé.

8. Dans le domaine de l'enseignement, l'UNICEF a réussi à convaincre les autorités de la nécessité de considérer le problème de l'abandon scolaire des filles comme une question prioritaire. L'UNICEF a aidé le Ministère de l'éducation à améliorer l'enseignement primaire grâce à l'Initiative générale pour l'enseignement, qui sera appliquée dans chacune des 12 000 écoles primaires du pays au cours des 10 prochaines années. Cependant, toutes les activités menées n'ont pas donné des résultats satisfaisants; c'est ainsi que le projet pour la formation professionnelle des filles et des femmes n'a pas traité le problème plus fondamental de l'abandon scolaire et qu'assez peu de filles ont pu en bénéficier.

9. Le programme sur les zones à risque élevé a joué un rôle déterminant, en améliorant les conditions sanitaires et sociales dans les collectivités rurales et périurbaines concernées, et par l'influence que les activités pilotes réalisées dans son cadre ont eue sur les politiques de développement national. À titre d'exemple, de 1996 à 1998, la couverture maximale et les taux de scolarisation se sont améliorés dans une quarantaine de villages. Les activités du programme relatives à la santé à l'école ont incité à élaborer un plan national tendant à exécuter ce type d'activités dans toutes les écoles primaires du pays. Une initiative visant à encourager les filles ayant quitté l'école à reprendre leur scolarité a incité le Ministère de l'éducation à piloter un projet d'apprentissage de la « deuxième chance » dans les gouvernorats du nord. Des jeunes femmes et des adolescentes ont assumé la responsabilité principale de la mise en place de systèmes d'information sur la santé dans les villages, ce qui a incité le Ministère à instituer de tels systèmes dans un certain nombre de districts afin d'améliorer l'utilisation des services de santé.

10. Des études réalisées avec le concours de l'UNICEF sur la justice pour enfants, les enfants handicapés, les mariages précoces et le travail des enfants ont joué un rôle fondamental dans le lancement d'un débat sur les politiques et la prise de mesures concrètes par le Gouvernement : examen de la législation nationale, tenue d'une conférence nationale sur la justice pour enfants, programme de formation à l'intention de tous les acteurs concernés en vue d'améliorer l'administration de la justice pour enfants.

11. Ces activités de sensibilisation auraient pu être plus efficaces si l'impact des interventions de l'UNICEF avait été mesuré plus systématiquement. Le suivi et l'évaluation du programme doivent donc être renforcés. Ce programme a également péché par une planification trop ambitieuse, des activités trop nombreuses et trop dispersées, et le caractère hiérarchique, vertical, des interventions. Compte tenu de ses ressources limitées, il devra comprendre un nombre plus restreint d'interventions.

Stratégie proposée pour le programme de pays

12. En janvier 2000, le Conseil d'administration de l'UNICEF a approuvé la note de pays relative au programme de coopération avec la République arabe syrienne pour la période allant de 2001 à 2005. Par la suite, un remaniement ministériel important a incité le Gouvernement à demander au Fonds des Nations Unies pour le développement, au Fonds des Nations Unies pour la population et à l'UNICEF de prolonger d'un an leur cycle de programmation. Cette prolongation permettrait de préparer un nouveau cadre de coopération entre le Gouvernement et les organismes des Nations Unies, qui engloberait les nouvelles réformes économiques et sociales du pays et permettrait aux trois organismes de maintenir un cycle synchronisé. Le nouveau plan quinquennal national, axé sur le développement économique et social, est encore à l'étude. Des ateliers ont été organisés, mettant en présence les différents ministères et les organismes des Nations Unies; mais l'élaboration d'un nouveau cadre de coopération est plus lente que prévu à cause des changements politiques. Le premier bilan commun de pays a été terminé en 1999, mais le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement n'est pas encore achevé. L'équipe de pays des Nations Unies est censée mettre à jour le bilan commun de pays et achever le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement avant la fin de l'an 2000, avec la participation des pouvoirs publics et de tous les autres partenaires qui veilleront au respect des priorités nationales relatives au développement. Le bilan commun de pays prendra en compte les résultats de l'enquête en grappes à indicateurs multiples de 2000, soutenu par l'UNICEF.

13. Le programme de coopération sera essentiellement le même que celui qui a été proposé dans la note de pays de 2000. Le cadre normatif prévu par la Convention relative aux droits de l'enfant guidera tous les aspects du programme. À l'échelle nationale, la République arabe syrienne a atteint bon nombre des objectifs du Sommet mondial pour les enfants, et la plupart des interventions assistées par l'UNICEF porteront donc principalement sur les groupes pour lesquels ces objectifs ne sont pas atteints, en particulier dans le nord et le nord-est du pays. Le programme comprendra également des activités sélectives sur le plan national, dans les domaines où des changements politiques et l'action gouvernementale peuvent engendrer une amélioration décisive de la situation des enfants et contribuer à garantir leurs droits. À cette fin, l'UNICEF se propose de continuer de prêter son appui à des projets pilotes et à des études concrètes qui, associés à des activités de sensibilisation, se sont avérés efficaces pour promouvoir les droits des enfants et faire évoluer les politiques et la législation. En raison de la modicité des ressources, le choix de ces interventions sera déterminant. Une conception plus intégrée de la programmation sera adoptée pour tenir compte des liens existant entre les droits des enfants et ceux des femmes. Des groupes de travail intersectoriels et des séminaires sur les politiques permettront de mobiliser une gamme plus étendue de partenariats et d'alliances, y compris avec la société civile syrienne, d'autres organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales.

14. Le programme de coopération aidera les autorités nationales et locales, les collectivités et les familles à s'acquitter de leurs responsabilités envers les enfants et les femmes, au sens de la Convention relative aux droits de l'enfant. Dans le contexte du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, le programme contribuera à amplifier l'action menée au niveau national pour : a) réduire les disparités géographiques révélées par les indicateurs sociaux; b) introduire des

réformes afin d'améliorer la qualité et la capacité d'ajustement des services de santé et d'éducation; et c) veiller à susciter et à maintenir, dans l'opinion publique et chez les dirigeants politiques, un souci du respect des droits des enfants et des femmes. Le programme comprendra trois composantes intersectorielles.

15. Le *programme de réduction des disparités* intéressera les collectivités défavorisées dans les cinq gouvernorats du nord et du nord-est et s'appuiera sur les succès obtenus par le programme sur les zones à risque élevé pendant la période 1996-2000. Cette orientation devrait aider à remédier aux disparités, offrir des expériences pilotes afin de faire évoluer les politiques et favoriser l'autonomisation des collectivités. En combinant, au niveau local, la création de capacités, une mobilisation des collectivités et des prestations de services ciblés, le programme se propose d'améliorer l'accès à des services sociaux de base de meilleure qualité dans les gouvernorats intéressés, en particulier pour les femmes, et d'améliorer la connaissance théorique et pratique qu'ont de l'éducation des enfants les parents et les autres personnes de ces collectivités qui s'en occupent. Le sous-programme « retourner à l'école » aidera le Ministère de l'éducation dans son action face au problème de l'abandon scolaire des filles dans les gouvernorats visés.

16. La deuxième composante du programme, *appui aux politiques nationales et au développement*, dans le cadre de laquelle des activités de renforcement de capacités et de sensibilisation seront menées sur la base des résultats et des expériences du programme de réduction des disparités, aidera le Gouvernement à maintenir la couverture vaccinale et à pérenniser l'élimination de la poliomyélite au plan national, ainsi qu'à atteindre les autres objectifs du Sommet mondial. L'UNICEF continuera donc d'appuyer les politiques et stratégies nationales dans les domaines de la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant, de la santé des femmes et des adolescents, de l'infection par le VIH et du sida, de la nutrition, de l'utilisation de sel iodé et de la communication sur la santé. Par son appui technique, l'UNICEF aidera le Ministère de l'éducation à traiter le problème des taux élevés d'abandon scolaire en améliorant la qualité et la pertinence de l'enseignement primaire, notamment en favorisant des modes d'apprentissage interactifs et centrés sur l'enfant.

17. Dans la composante *promotion des droits des enfants et des femmes*, on veillera à ce que ces droits restent au premier plan des préoccupations nationales. Grâce à des activités de recherche orientées vers l'action, de renforcement des capacités et de sensibilisation, on continuera à favoriser l'élaboration et l'application de législations, de politiques et de programmes en faveur des enfants nécessitant une protection spécifique. L'UNICEF continuera de recommander la ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et visera à améliorer l'accès à des données désagrégées de qualité.

18. En tirant les enseignements des activités passées, on élaborera et mettra en oeuvre un plan intégré de suivi et d'évaluation pour le nouveau programme de pays, en accordant une attention particulière à la définition de la situation de départ.

19. Les coûts intersectoriels représenteront des dépenses imputables au personnel et autres dépenses opérationnelles directement imputables à l'exécution, au suivi et à la gestion du programme. Le personnel comptera un fonctionnaire international et cinq assistants locaux.

Budget estimatif du programme

Coopération au titre du programme, montants estimatifs pour 2002-2006^a

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	Total
Réduction des disparités	1 614	700	2 314
Appui aux politiques nationales et au développement	1 135	450	1 585
Promotion des droits des femmes et des enfants	895	300	1 195
Coûts intersectoriels	1 150	–	1 150
Total	4 794	1 450	6 244

^a Ces chiffres ne sont donnés qu'à titre indicatif et pourront être modifiés lorsque les données financières agrégées définitives auront été établies.